

Unité départementale Aube - Haute-Marne  
**Nos réf. : SAU/PPM/MT n° 22-44**

TROYES, le

**06 JUL. 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VALAUBIA**

Rue Jacquard  
ZI des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 février 2022 dans l'établissement VALAUBIA implanté rue Jacquard ZI des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

Visite PPC

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALAUBIA
- Rue Jacquard - ZI des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT dans GUN : 0003012687
- Régime : AUTORISATION

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des conditions d'exploitation
- Risques accidentels et gestion de l'accident

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Mme la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantité de déchets traités	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 1.2.5	/	
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.1.1	/	
Plan de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.1.5	/	
Présence de rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.4.1.1	/	
Quantité de biomasse incinérée	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.2.1	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de la visite d'inspection sont conformes à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Quantité de déchets traités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 1.2.5
<b>Prescription contrôlée :</b> Quantité maximale de déchets non-dangereux pouvant être traitées : 60 000 t/an : 55 000 tonnes par an d'ordures ménagères, 5 000 tonnes par an de déchets d'activités économiques non dangereux, assimilables à des déchets ménagers ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un tableau de suivi indiquant : 54551 tonnes d'ordures ménagères réceptionnées en 2021 3883 tonnes de déchets d'activités économiques non dangereux réceptionnées en 2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 71.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques présents. La zone ATEX du silo de charbon actif ne figure pas sur ce plan. L'exploitant a transmis par mail du 17/02/2022 un plan de localisation des risques mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Plan de lutte contre un sinistre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 71.5
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.
<b>Constats :</b> Les documents ont été constatés. L'exploitant déclare avoir un échange avec le SDIS pour renforcer ces procédures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Présence de rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.4.1.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b> Par sondage, 4 bidons d'huile de 208 litres ont été constatés sur rétention de capacité suffisante
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Quantité de biomasse incinérée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est autorisé à incinérer jusqu'à 10 500 t par an de biomasse sortie du statut de déchets constituée de plaquettes de bois. L'incinération de biomasse est réduite aux quantités nécessaires pour assurer la bonne marche des installations en cas de PCI insuffisant dans les déchets. La granulométrie de la biomasse est comprise entre 50 et 200 mm et présente un taux d'humidité de 40 % en moyenne. L'exploitant dispose des documents justifiant les caractéristiques de la biomasse.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un tableau de suivi indiquant : 7427 tonnes. La nature et les documents justificatifs des caractéristiques de cette biomasse n'ont pas été contrôlés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite